

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2026-025- DREAL du 26 MAI 2026
modifiant l'arrêté préfectoral n° 11.130N du 4 octobre 2011 relatif aux prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA VALO GARD pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le titre IV du livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- Vu** le titre VIII du livre 1^{er} de la partie réglementaire du code de l'environnement et en particulier les articles R 181-45 et R 181-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2024-10-18-00005 du 21 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- Vu** l'ensemble des pièces du dossier déposé pour la demande d'autorisation initiale et notamment l'étude d'impact et l'étude des dangers ;
- Vu** l'arrêté préfectoral N° 02-004 du 27 février 2002 autorisant la société CGEA-ONYX à exploiter sur la commune de Nîmes une unité d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés ;
- Vu** le récépissé du 12 mars 2003 de la déclaration de changement d'exploitant au profit de la société EVOLIA ;
- Vu** l'arrêté préfectoral N° 05-103N du 10 juin 2005 réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation d'une unité d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés sur la commune de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral N° 09-075N du 3 août 2009 complétant et modifiant les prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral N° 10-112N du 18 octobre 2010 complétant et modifiant les prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 11.130N du 4 octobre 2011 complétant et modifiant les prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-032 DREAL du 11 juillet 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n°11.130N du 4 octobre 2011 relatif aux prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-009 DREAL du 2 mai 2023 modifiant l'arrêté préfectoral n°11.130N du 4 octobre 2011 relatif aux prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-044 DREAL du 13 septembre 2024 modifiant l'arrêté préfectoral n°11.130N du 4 octobre 2011 relatif aux prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA VALO GARD pour l'exploitation de

ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes ;

- Vu** le porter à connaissance de demande d'extension de la zone de chalandise des DASRI sur l'UVE de Nîmes déposé le 6 novembre 2025 par la société EVOLIA VALO GARD ;
- Vu** le courrier de l'agence régionale de santé du Gard en date du 14 avril 2026 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées, en date du 20 avril 2026 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 20 avril 2026 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** les observations présentées sur ce projet par la société EVOLIA VALO GARD en date du 11 mai 2026 ;

Considérant que l'arrêté préfectoral n° 11.130N du 4 octobre 2011 modifié notamment par l'arrêté préfectoral n°2022-032 DREAL du 11 juillet 2022 autorise la société EVOLIA VALO GARD à exploiter un incinérateur d'une puissance thermique de 35,8 MW et à traiter 114 500 tonnes dont 110 000 tonnes par an de déchets non dangereux et dont 11 450 tonnes d'activités de soins à risque infectieux (DASRI) sur la commune de Nîmes ;

Considérant que la société EVOLIA VALO GARD a déposé un porter à connaissance le 6 novembre 2025 afin de bénéficier d'une capacité totale de 114 500 tonnes de déchets tous déchets confondus, tout en donnant une notion de priorité pour les DASRI quel que soit le tonnage amené ;

Considérant que la capacité globale annuelle de traitement n'est pas modifiée ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre à la disposition de la collectivité des moyens de traitement des déchets d'activités de soins à risque infectieux ;

Considérant qu'il convient de réserver 2500 tonnes de capacité pour le traitement des DASRI tout en garantissant la priorité au traitement de ce type de déchets à hauteur de 11 450 tonnes en cas de besoin ;

Considérant que le site de Nîmes, exploité par EVOLIA VALO GARD est en mesure techniquement de traiter 114 500 tonnes de déchets ;

Considérant que le changement de la répartition nominale de la capacité totale de traitement passant de 110 000 tonnes de déchets non dangereux à 112 000 tonnes et de 4500 tonnes de DASRI à 2500 tonnes de DASRI ne constitue pas une modification substantielle et ne nécessite pas d'étude d'impact au sens de l'article R122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que ce changement de répartition nominale de la capacité totale ne modifie pas notablement les nuisances ni les rejets au milieu naturel ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Portée de l'autorisation

La société EVOLIA VALO GARD, dont le siège social se situe au 501 impasse des Jasons-30900 NIMES, est autorisée à poursuivre, sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté, l'exploitation, sur la commune de NÎMES d'une unité d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés d'une capacité thermique de 35,8 MW.

ARTICLE 2 : Quantités de déchets admises autorisées

L'article 1.4 de l'arrêté préfectoral n° 11.130N du 4 octobre 2011 complétant et modifiant les prescriptions techniques que doit respecter la société EVOLIA VALO GARD pour l'exploitation de ses installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés situées sur la commune de Nîmes est modifié comme suit :

« Article 1.4 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques suivantes :

N° rubrique	Désignation de la rubrique	Volume des Activités	Régime
3520.a	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération de déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Incinération de déchets ménagers et assimilés, de déchets industriels banals et de boues de stations d'épuration non dangereuses à partir d'un ensemble four chaudière ayant les caractéristiques suivantes: <ul style="list-style-type: none">• la capacité du four est de 14 tonnes par heure pour des déchets ayant un pouvoir calorifique de référence de 9211 kJ/kg;• la capacité thermique nominal est de 35.8 MW;• la capacité maximale annuelle est de	A
2771	Installations de traitement thermique de déchets non		

	dangereux	114500 tonnes dont 112 000 tonnes de déchets non- dangereux*	
2770	Installations de traitement thermique de déchets dangereux.	<p>Incinération de déchets d'activité de soins à risques infectieux:</p> <ul style="list-style-type: none"> la capacité maximale annuelle est de 11 450 tonnes. 	A
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux	<p>Stockage et transit de déchets d'activité de soins à risques infectieux comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> un hall de stockage d'une capacité de 35 tonnes. 	A
2716	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes	<p>Réception, stockage et transit de déchets ménagers et assimilés, et de déchets industriels banals comprenant:</p> <ol style="list-style-type: none"> une fosse à déchets d'une capacité maximale de 4100 m³ ; une presse à balles ; une aire extérieure de stockage de balles de déchets pressés et enrubannés d'une capacité maximale de stockage de 8700 m³ représentant environ 7000 t de déchets ; une cabine de caractérisation avec une aire de stockage d'une capacité maximale de 75 m³. <p>La capacité maximale annuelle est de 12875 m³.</p>	E
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : gazoles (gazole diesel, gazole de	Dépôt enterré de liquides inflammables (GNR) d'une capacité de 10 m ³	NC

	chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ;		
1435	Stations-service : installations où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	Installation de distribution de liquides inflammables de la 2 ^{ème} catégorie.	NC
2910-A	Installations de combustion	Installation de combustion, constitué par le groupe électrogène de secours, fonctionnant au fioul domestique, d'une puissance thermique égale à 0,5 MW	NC
1630	Stockage et emploi de soude	Emploi de lessives de soude à 30 %, la quantité présente dans l'installation étant de 6 m ³	NC

* L'exploitant met en place sur son site une organisation permettant d'assurer à tout moment de l'exploitation la priorité au traitement des déchets d'activité de soins à risques infectieux à hauteur de la quantité annuelle autorisée pour la rubrique 2770.

ARTICLE 3- DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NÎMES soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les

prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS - COMMUNICATION

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

ARTICLE 5 – EXECUTION

Le présent arrêté est notifié à la société EVOLIA VALO GARD dont le siège social est situé au 501 impasse des Jasons– 30900 NIMES.

Ampliation en sera adressée à :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,

Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Occitanie,

Monsieur le maire de la commune de Nîmes,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet



Jérôme BONET